

40/830154

BNP PARIBAS DEALING SERVICES

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2014



PricewaterhouseCoopers Audit
63 rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine

Mazars
61 rue Henri Regnault
92400 Courbevoie

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2014

Aux Actionnaires
BNP PARIBAS DEALING SERVICES
1 boulevard Haussmann
75009 Paris

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société BNP Paribas Dealing Services, tels qu'ils sont joints au présent rapport ,
- la justification de nos appréciations ,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France , ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants

Valorisation des parts dans les entreprises liées

Les parts dans les entreprises liées sont évaluées à leur valeur d'utilité en retenant une approche multicritères (notes 1 et 3c de l'annexe). Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations, nous avons examiné les éléments ayant conduit à la détermination de leur valeur d'utilité.

Provisionnement des engagements sociaux

Votre société constitue des provisions pour couvrir les engagements sociaux (notes 1 et 3g de l'annexe). Nous avons examiné la méthodologie d'évaluation de ces engagements, ainsi que les principales hypothèses et les principaux paramètres utilisés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Courbevoie, le 24 avril 2015

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit


Didier Bénâtre

Mazars


Virginie Chauvin

BILAN AU 31 DECEMBRE 2014

En millions d'euros au 31 décembre		2014	2013
ACTIF			
Caisse, banques centrales et CCP		-	-
Effets publics et valeurs assimilées		-	-
Créances sur les établissements de crédit	3 a	180 443	179 508
Opérations avec la clientèle		-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe		-	-
Actions et autres titres à revenu variable		-	-
Participations et autres titres détenus à long terme		-	-
Parts dans les entreprises liées	3 c	2 092	8 322
Crédit-bail et location avec option d'achat		-	-
Immobilisations incorporelles	3 f	16 046	20 894
Immobilisations corporelles	3 f	12	30
Actions propres		-	-
Autres actifs	3 d	10 544	10 337
Comptes de régularisation	3 e	16 924	27 654
TOTAL ACTIF		226 061	246 745
DETTES			
Banques centrales et CCP		-	-
Dettes envers les établissements de crédit	3 a	22 694	29 282
Opérations avec la clientèle	3 b	10	10
Dettes représentées par un titre		-	-
Autres passifs	3 d	150 388	152 045
Comptes de régularisation	3 e	4 025	10 139
Provisions pour risques et charges	3 g	762	649
Dettes subordonnées		-	-
TOTAL DETTES		177 879	192 126
CAPITAUX PROPRES			
	5 b		
Capital souscrit		26 800	26 800
Prime d'émission		10 200	10 200
Réserves		2 692	2 053
Résultat de l'exercice		8 490	15 566
TOTAL CAPITAUX PROPRES		48 182	54 619
TOTAL PASSIF		226 061	246 745

HORS BILAN	2014	2013
------------	------	------

ENGAGEMENTS DONNES

Engagements de financement	-	-
Engagements de garantie	-	-
Engagements sur titres	-	-

ENGAGEMENTS RECUS

Engagements de financement	-	-
Engagements de garantie	-	-
Engagements sur titres	-	-

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE 2014

En millions d'euros (sauf exception)		2014	2013
	Note		
Intérêts et produits assimilés	2 a	143	131
Intérêts et charges assimilées	2 a	(288)	(408)
Revenus des titres à revenu variable		309	1 217
Commissions (produits)	2 b	30 980	43 258
Commissions (charges)	2 b	(104)	(329)
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	2 c	4 915	7 739
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		-	-
Autres produits d'exploitation bancaire		37	97
Autres charges d'exploitation bancaire		-	(31)
PRODUIT NET BANCAIRE		35 992	51 674
Frais de personnel	4 a	(14 719)	(12 802)
Autres frais administratifs		(10 821)	(11 515)
Dotation aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations corporelles et incorporelles		(1 932)	(2 615)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		8 520	24 742
Coût du risque	2 d	3 829	-
RESULTAT D'EXPLOITATION		12 349	24 742
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	2 e	-	(1 597)
Dotations nettes aux provisions réglementées		-	-
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		12 349	23 145
Résultat exceptionnel		-	-
Impôt sur les bénéfices	2 f	(3 859)	(7 579)
RESULTAT NET		8 490	15 566

1. RESUME DES PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES PAR BNP PARIBAS DEALING SERVICES

Les comptes de BNP Paribas Dealing Services sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux établissements de crédit

Créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances, y compris les créances subordonnées, détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent également les valeurs reçues en pension, quel que soit le support de l'opération, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de celles qui sont matérialisées par un titre, les valeurs reçues en pension, quel que soit le support de l'opération, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes débiteurs de la clientèle et autres crédits.

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus et non échus.

Sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles la banque estime qu'il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements. Les crédits présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, plus de six mois en matière immobilière, ou plus de six mois en matière de crédits aux collectivités locales, ainsi que les crédits faisant l'objet d'une procédure contentieuse sont considérés comme douteux. La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Titres

Le terme "titres" recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe - c'est-à-dire à rendement non aléatoire - qu'il soit fondé sur des taux fixes ou sur des taux variables, les actions et les autres titres à revenu variable.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres de l'activité de portefeuille, titres d'investissement, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées.

En cas de risque de crédit avéré, les titres à revenu fixe des portefeuilles de placement et d'investissement sont identifiés comme des titres douteux, selon les mêmes critères que ceux applicables aux créances et engagements douteux.

Lorsque des titres supportant un risque de contrepartie sont classés en douteux, la dépréciation relative à ce risque, lorsqu'il peut être isolé, est inscrite dans la rubrique « Coût du risque ».

Immobilisations

Les immeubles et le matériel figurent au coût d'acquisition ou au coût réévalué pour ceux ayant fait l'objet d'une réévaluation, conformément aux lois de finances de 1977 et 1978 en France. L'écart de réévaluation sur biens non amortissables, dégagé à l'occasion de ces réévaluations légales, a été incorporé au capital.

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables, et des coûts d'emprunt encourus lorsque la mise en service des immobilisations est précédée d'une période de construction ou d'adaptation

Les logiciels développés par la banque, lorsqu'ils remplissent les critères d'immobilisation sont immobilisés pour leur coût direct de développement qui inclut les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables au projet

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire et sur la durée d'utilité attendue du bien. Les dotations aux amortissements sont comptabilisées dans la rubrique « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles » du compte de résultat

La fraction des amortissements pratiqués qui excède l'amortissement économique, principalement calculé sur le mode linéaire, est enregistrée dans la rubrique « Provisions réglementées amortissements dérogatoires » au passif du bilan. Aucun effet d'impôt n'est calculé sur les amortissements dérogatoires

Les logiciels, - développement d'infrastructure - sont amortis sur une durée de 5 ans pour les immobilisations supérieures à 300K€, à partir de la date de mise en production

Le matériel informatique est amorti linéairement sur une durée de 3 ans, à partir de la date d'installation

Les immobilisations amortissables font en outre l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation systématique au moins une fois par an

Si un indice de dépréciation est identifié, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur une dépréciation est constatée en compte de résultat. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. Les dépréciations sont comptabilisées dans la rubrique « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles » du compte de résultat

Les plus ou moins-values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat dans la rubrique « Gains ou pertes sur actifs immobilisés »

Dettes envers les établissements de crédit et comptes créditeurs de la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées selon leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit, comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle. Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées.

Provisions non liées à des opérations bancaires

BNP Paribas Dealing Services constitue des provisions afin de couvrir des risques et des charges nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixes de façon précise. Conformément aux textes en vigueur, la constitution de telles provisions non liées à des opérations bancaires est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture, à la probabilité de sortie de ressources au bénéfice de ce tiers et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers.

Coût du risque

La rubrique "coût du risque" comprend les charges résultant de la manifestation de risques de contrepartie, litiges et fraudes inhérents à l'activité bancaire réalisée avec des tiers. Les dotations nettes aux provisions ne relevant pas de tels risques sont classées dans les rubriques du compte de résultat correspondant à leur nature.

Instruments financiers à terme

Les engagements sur instruments financiers à terme sont contractés sur différents marchés pour des besoins de couverture spécifique ou globale des actifs et des passifs ou à des fins de transaction.

Les engagements relatifs à ces instruments sont enregistrés au hors bilan pour la valeur nominale des contrats. Leur traitement comptable dépend la stratégie de gestion de ces instruments.

➤ Instruments financiers dérivés détenus à des fins de couverture

Les produits et charges relatifs aux instruments financiers dérivés à terme utilisés à titre de couverture, affectés dès l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et des charges sur les éléments couverts et sous la même rubrique comptable.

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux d'intérêt sont inscrits prorata temporis au résultat.

➤ Instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction

Les instruments dérivés détenus à des fins de transaction peuvent être négociés sur des marchés organisés ou assimilés ou sur des marchés de gré à gré.

Les instruments inclus dans un portefeuille de transaction sont évalués par référence à leur valeur de marché à la date de clôture. Les gains ou pertes correspondants sont directement portés dans les résultats de l'exercice, qu'ils soient latents ou réalisés. Ils sont inscrits au compte de résultat, dans la rubrique "Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation".

L'évaluation de la valeur de marché est effectuée

- Soit par référence à la valeur de cotation lorsque celle-ci est disponible,
- Soit à partir d'une technique de valorisation faisant appel à des méthodes de calcul mathématiques fondées sur des théories financières reconnues, et des paramètres dont la valeur est déterminée, pour certains, à partir des prix de transactions observés sur des marchés actifs et pour d'autres, à partir d'estimations statistiques ou d'autres méthodes quantitatives

Dans tous les cas, des corrections de valeur conservatrices sont effectuées afin de tenir compte des risques de modèle, de contrepartie ou de liquidité

Certains instruments complexes, généralement réalisés sur mesure et peu liquides et résultant de la combinaison synthétique d'instruments, sont évalués avec des modèles d'évaluation utilisant des paramètres pour partie non observables sur un marché actif.

Pour les opérations initiées à partir du 1er janvier 2005, la marge dégagée lors de la négociation de ces instruments financiers complexes est différée et reprise en résultat sur la durée d'observabilité anticipée des paramètres de valorisation. Lorsque les paramètres non observables à l'origine le deviennent ou lorsque la valorisation peut être justifiée par comparaison avec celle de transactions récentes et similaires opérées sur un marché actif, la part de la marge non encore reconnue est alors comptabilisée en résultat

➤ Autres opérations de transaction sur instruments financiers dérivés

Les résultats relatifs aux contrats négociés de gré à gré constituant des positions ouvertes isolées sont enregistrés dans le compte de résultat au dénouement des contrats ou prorata temporis, selon la nature de l'instrument. Les pertes latentes éventuelles font l'objet d'une provision pour risques par ensembles homogènes de contrats

Impôt sur les bénéfices

L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période à laquelle se rapportent les produits et les charges, quelle que soit la date de son paiement effectif. Lorsque la période sur laquelle les produits et les charges concourant au résultat comptable ne coïncide pas avec celle au cours de laquelle les produits sont imposés et les charges déduites, BNP Paribas Dealing Services comptabilise un impôt différé, déterminé selon la méthode du report variable prenant pour base l'intégralité des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des éléments du bilan et les taux d'imposition applicables dans le futur dès lors qu'ils ont été votés. Les impôts différés actifs font l'objet d'un enregistrement comptable tenant compte de la probabilité de récupération qui leur est attachée.

Participation des salariés

Conformément à la réglementation française, BNP Paribas Dealing Services enregistre le montant de la participation dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né. La dotation est inscrite dans la rubrique "Frais de personnel".

Avantages bénéficiant au personnel

Les avantages consentis au personnel de BNP Paribas Dealing Services sont classés en quatre catégories

- Les indemnités de fin de contrat de travail versées notamment dans le cadre de plans de cessation anticipée d'activité ,
- Les avantages à court terme tels que les salaires, les congés annuels, l'intéressement, la participation, l'abondement ,
- Les avantages à long terme qui comprennent les congés rémunérés (le compte épargne temps) et les primes liées à l'ancienneté, certaines rémunérations différées versées en numéraire ,
- Les avantages postérieurs à l'emploi constitués notamment en France par les compléments de retraite bancaire versés par les Caisses de retraite de BNP Paribas Dealing Services, par les primes de fin de carrière

Indemnités de fin de contrat de travail

Les indemnités de fin de contrat de travail résultent de l'avantage accordé aux membres du personnel lors de la résiliation par BNP Paribas Dealing Services du contrat de travail avant l'âge légal du départ en retraite ou de la décision de membres du personnel de partir volontairement en échange d'une indemnité. Les indemnités de fin de contrat de travail exigibles plus de douze mois après la date de clôture font l'objet d'une actualisation

Avantages à court terme

L'entreprise comptabilise une charge lorsqu'elle a utilisé les services rendus par les membres du personnel en contrepartie des avantages qui leur ont été consentis.

Avantages à long terme

Les avantages à long terme désignent les avantages autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrat de travail, qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. La méthode d'évaluation actuarielle est similaire à celle qui s'applique aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies, mais les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement tout comme l'effet lié à d'éventuelles modifications de régime

Sont notamment concernées par cette catégorie les rémunérations versées en numéraire et différées de plus de douze mois, qui sont provisionnées dans les comptes des exercices au cours desquels le salarié rend les services correspondants. Lorsque ces rémunérations variables différées sont soumises à une condition d'acquisition liée à la présence, les services sont présumés reçus sur la période d'acquisition et la charge de rémunération correspondante est inscrite, prorata temporis sur cette période, en frais de personnel en contrepartie d'une dette. La charge est révisée pour tenir compte de la non-réalisation des conditions de présence ou de performance, et pour les rémunérations différées indexées sur le cours de l'action BNP Paribas, de la variation de valeur du titre

En l'absence de condition de présence, la rémunération variable différée est provisionnée immédiatement sans étalement dans les comptes de l'exercice auquel elle se rapporte, le passif est ensuite réestimé à chaque clôture en fonction des éventuelles conditions de performance et pour les rémunérations différées indexées sur le cours de l'action BNP Paribas, de la variation de valeur du titre, et ce jusqu'à son règlement

Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages postérieurs à l'emploi dont bénéficient les salariés de BNP Paribas Dealing Services en France résultent de régimes à cotisations définies et de régimes à prestations définies

Les régimes qualifiés de « régimes à cotisations définies », comme la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse qui verse une pension de retraite aux salariés français de BNP Paribas Dealing Services ainsi que les régimes de retraite nationaux complémentaires et interprofessionnels, ne sont pas représentatifs d'un engagement pour l'entreprise et ne font l'objet d'aucune provision. Le montant des cotisations appelées pendant l'exercice est constaté en charges.

Seuls les régimes qualifiés de « régimes à prestations définies », soit notamment les compléments de retraite versés par les Caisses de retraite de BNP Paribas SA et les primes de fin de carrière, sont représentatifs d'un engagement à la charge de l'Entreprise qui donne lieu à évaluation et provisionnement.

Le classement dans l'une ou l'autre de ces catégories s'appuie sur la substance économique du régime pour déterminer si BNP Paribas SA est tenu ou pas, par les clauses d'une convention ou par une obligation implicite, d'assurer les prestations promises aux membres du personnel.

Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies font l'objet d'évaluations actuarielles tenant compte d'hypothèses démographiques et financières. Le montant provisionné de l'engagement est déterminé en utilisant les hypothèses actuarielles retenues par l'Entreprise et en appliquant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode d'évaluation tient compte d'un certain nombre de paramètres tels que des hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentations des salaires et de taux d'actualisation et d'inflation, ces paramètres tiennent compte des conditions propres au pays de la société. La valeur d'actifs éventuels de couverture est ensuite déduite du montant de l'engagement. Lorsque le montant des actifs de couverture excède la valeur de l'engagement, un actif n'est comptabilisé que s'il est représentatif d'un avantage économique futur prenant la forme d'une économie de cotisations futures ou d'un remboursement attendu d'une partie des montants versés au régime.

La mesure de l'obligation résultant d'un régime et de la valeur de ses actifs de couverture peut évoluer fortement d'un exercice à l'autre en fonction de changements d'hypothèses actuarielles et entraîner des écarts actuariels. A compter du 1er janvier 2013 BNP Paribas SA applique la recommandation de l'Autorité des Normes Comptables n° 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires. Ainsi, les écarts actuariels et les effets de plafonnement de l'actif sont désormais comptabilisés intégralement en résultat, le produit attendu des placements est déterminé en utilisant le taux d'actualisation des engagements.

Enregistrement des produits et des charges

Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru, constaté prorata temporis.

Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de services sont enregistrées à la date de réalisation de la prestation ou de façon proratisée sur la durée du service rendu lorsque celui-ci est continu.

Opérations en devises

Les positions de change sont, d'une manière générale, évaluées aux cours de change officiels de fin de période. Les profits et les pertes de change résultant des opérations courantes conclues en devises sont enregistrés dans le compte de résultat.

Les écarts de change résultant de la conversion des actifs en devises détenus de façon durable, comprenant les autres titres détenus à long terme, les dotations des succursales et les titres des filiales et participations étrangères, libellés en devises et financés en euros, sont inscrits dans des comptes d'écarts de conversion rattachés aux comptes de bilan enregistrant ces différents actifs.

Les écarts de change résultant de la conversion des actifs en devises détenus de façon durable, comprenant les autres titres détenus à long terme, les dotations des succursales et les titres des filiales et participations étrangères, libellés et financés en devises, sont comptabilisés de manière symétrique aux écarts de change des financements correspondants

Régime d'intégration fiscale

BNP Paribas Dealing Services est intégré au groupe fiscal France dont la tête de groupe est BNP Paribas

3. NOTES RELATIVES AU BILAN AU 31 DECEMBRE 2014

3a. CREANCES ET DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS

En milliers d'euros	2014	2013
Prêts et créances	60 707	29 279
Comptes ordinaires débiteurs	60 707	26 764
Comptes à terme et prêts	-	2 515
Titres et valeurs reçus en pension	119 736	150 229
Prêts et créances sur les établissements de crédit	180 443	179 508

En milliers d'euros	2014	2013
Dépôts et emprunts	22 694	29 282
Comptes ordinaires créditeurs	-	-
Comptes et emprunts	22 694	29 282
Dettes envers les établissements de crédit	22 694	29 282
<i>Dont dettes rattachées</i>	<i>5</i>	<i>141</i>

3b. OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

En milliers d'euros	2014	2013
Dépôts	10	10
Comptes ordinaires créditeurs	10	10
Opérations avec la clientèle - Passif	10	10

3c. TITRES DETENUS

En milliers d'euros	2014		2013	
	Valeur nette comptable	Valeur de marché	Valeur nette comptable	Valeur de marché
Parts dans les entreprises liées dont provisions	2 092 (1 820)	2 092 (1 820)	8 322 (1 597)	8 322 (1 597)
Parts dans les entreprises liées	2 092	2 092	8 322	8 322

L'évolution des titres de placement, autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées au cours de l'exercice est présentée ci-après

	Valeurs brutes					Provisions				Total	
	Coût d'acquisition	Augmentations	Diminutions	Transferts et autres mouvements	Financés	Provisions	Provisions	Provisions	Provisions	31/12/2014	31/12/2013
Titres d'investissement											
Participations et ATDLT	-										
Parts dans les entreprises liées	9 919	6 813	Pro	3 912	1 598		222	1 820	2 092	8 322	
Investissements financiers	9 919	6 813	000	3 912	1 598		222	1 820	2 092	8 322	

3d. AUTRES ACTIFS ET PASSIFS

En millions d'euros	2014	2013
Impôts différés - actif	151	130
Autres actifs divers	10 393	10 207
Autres actifs	10 544	10 337
Passifs liés aux instr. Condit. Vendus	1 759	6 386
Autres passifs divers	148 629	145 659
Autres Passifs	150 388	152 045

3e. COMPTES DE REGULARISATION

En milliers d'euros	2014	2013
Réévaluation des instruments dérivés et de change	8 721	13 410
Produits à recevoir	7 926	11 271
Autres comptes de régularisation débiteurs	277	2 972
Comptes de régularisation - actif	16 924	27 654
Réévaluation des instruments dérivés et de change	568	348
Charges à payer	2 475	4 722
Autres comptes de régularisation créditeurs	982	5 069
Comptes de régularisation - passif	4 025	10 139

3f. IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION

En milliers d'euros	2014			2013
	Montant brut	Amort. et provisions	Montant net	Montant net
Logiciels Informatiques	8 241	(6 914)	1 327	2 651
Autres Immobilisations incorporelles	16 354	(1 635)	14 719	18 242
Immobilisations incorporelles	24 595	(8 549)	16 046	20 894
Equipement, mobilier, Installations	326	(314)	12	30
Immobilisations corporelles	326	(314)	12	30

3g. PROVISIONS

En milliers d'euros	2014	Dotations	Reprises	Autres variations	2014
Provisions pour engagements sociaux	649	239	(126)	-	762
Provisions	649	239	(126)	-	762

2. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE 2014

2a. MARGE D'INTERETS

BNP Paribas Dealing Services, présente sous les rubriques « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées » la rémunération déterminée des instruments financiers évalués au coût amorti, ainsi que la rémunération des instruments financiers en valeur de marché qui ne répondent pas à la définition d'un instrument dérivé. La variation de valeur calculée hors intérêts courus sur ces instruments financiers en valeur de marché par résultat est comptabilisée sous la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les produits et charges d'intérêts sur les dérivés de couverture sont présentés avec les revenus des éléments dont ils contribuent à la couverture des risques

	2014		2013	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit	143	(288)	60	(407)
Comptes à vue, prêts et emprunts	51	(288)	33	(407)
Titres reçus (donnés) en pension livrée	92	-	27	-
Clientèle	-	-	71	(1)
Comptes à vue, prêts et comptes à terme	-	-	71	(1)
Titres reçus (donnés) en pension livrée	-	-	-	-
Produits et charges d'intérêts	143	(288)	131	(408)

2b. COMMISSIONS

	2014		2013	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations bancaires et financières	-	(58)	-	(188)
Prestations de services financiers	30 980	(46)	43 258	(141)
Produits et charges de commissions	30 980	(104)	43 258	(329)

2c. GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATIONS

En millions d'euros	2014	2013
Résultat sur opérations des Instruments financiers	5 082	7 941
Résultat sur opérations de change	(167)	(202)
Résultat sur portefeuille de négociation	4 915	7 739

2d. COUT DU RISQUE

En milliers d'euros	2014	2013
Solde au 1er janvier	4 861	4 861
Dotations ou reprises nettes aux provisions de l'exercice	(3 829)	-
Variation des pertes monétaires et divers	98	-
Provisions pour créances douteuses	1 130	4 861

En milliers d'euros	2014	2013
Provisions déduites de l'actif	1 130	4 861
Relatives aux créances sur les établissements de crédit	1 130	4 861
Provisions pour créances douteuses	1 130	4 861

2e. GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES

En milliers d'euros	2014		2013	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Parts dans les entreprises liées	-	-	-	(1 597)
Provisions	-	-	-	(1 597)
Total	-	-	-	(1 597)
Pertes nettes sur actifs immobilisés	-	-	(1 597)	-

2f. IMPOT SUR LES BENEFICES

En millions d'euros	2014	2013
Impôts courants de l'exercice	(3 881)	(7 522)
Impôts différés de l'exercice	22	(57)
Impôt sur les bénéfices	(3 859)	(7 579)

4. REMUNERATIONS ET AVANTAGES CONSENTIS AU PERSONNEL

4a. FRAIS DE PERSONNEL

En millions d'euros	2014	2013
Salaires et traitements	(8 555)	(8 336)
Charges sociales et fiscales	(5 726)	(4 069)
Participation et Intéressement des salariés	(438)	(397)
Total frais de personnel	(14 719)	(12 802)

L'effectif de BNP Paribas Dealing Services se répartit de la façon suivante

Au 31 décembre	2014	2013
Cadres	55	57
Agents de maîtrise	4	4
Total BNP Paribas Dealing Services	59	61

5 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

5a. EVOLUTION DU CAPITAL EN EUROS

	Nombre d'actions	2014			2013	
		Valeur Unitaire	Montant		Valeur Unitaire	Montant
A l'ouverture	2 680 000	10	26 800 000	2 680 000	10	26 800 000
A la clôture	2 680 000	10	26 800 000	2 680 000	10	26 800 000
Bénéfice par actions			3,17			5,81

5b. VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

en millions d'euros	Capital	Primes d'émission et autres primes	Résultat réservé de la période	Total capitaux propres
Capitaux propres au 31 décembre 2012	20 000	0	14 661	34 661
Dividende versés sur le résultat de l'exercice 2012			(12 660)	(12 660)
Augmentation de Capital	6 800	10 200		17 000
Autres variations (Convergence IAS 19R)			52	52
Résultat de l'exercice 2012			15 566	15 566
Capitaux propres au 31 décembre 2013	26 800	10 200	17 619	54 619
Dividende versés sur le résultat de l'exercice 2013			(14 927)	(14 927)
Résultat de l'exercice 2014			8 490	8 490
Capitaux propres au 31 décembre 2014	26 800	10 200	11 182	48 182

5c. NOTIONNEL DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Le montant notionnel des instruments financiers dérivés ne constitue qu'une indication de volume de l'activité de BNP Paribas Dealing Services sur les marchés d'instruments financiers et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments.

- Portefeuille de transaction

En milliers d'euro	2014	2013
Instruments dérivés de taux d'intérêt	173 000	404 000
Instruments dérivés sur actions	9 508 776	11 554 538
Instruments financiers à terme sur marché de gré à gré	9 681 776	11 958 538

5d. ECHEANCES DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES

En milliers d'euro	2014	2013	2012	2011	2010
EMPLOIS					
Créances sur les établissements de crédit	1 130	180 443	-	-	-
				(1 130)	180 443
RESSOURCES					
Dettes envers les établissements de crédit	5	22 689			22 694
Opérations avec la clientèle		10	-	-	10

5e. HORS BILAN

Actifs donnés en garantie d'engagements propres ou d'engagement de tiers Au 31/12/2014, BNP Paribas Dealing Services enregistre un montant de 519 KEUR de collatéral titres – réutilisable

Actifs reçus en garantie néant

Engagements donnés concernant les entreprises liées néant

Projet d'affectation du résultat au 31/12/2014 en euros

(en euros)	
Bénéfice net de l'exercice	8 489 640,53
Report à nouveau bénéficiaire	11 977,42
TOTAL A AFFECTER	8 501 617,95
Dividende	8 495 600,00
Report à nouveau	6 017,95
TOTAL AFFECTE	8 501 617,95

Le Conseil d'administration proposera aux actionnaires de fixer le dividende à 3,17 euros par actions, soit un montant de 8 495 600 euros
Ce montant serait mis en paiement en date du 12 mai 2015

Principales filiales et participations de BNP Paribas Dealing Services

Tableau récapitulatif des principales filiales et participations de BNP Paribas Dealing Services

Libellé	Dev.	Capital	Participation

I - Renseignements détaillés sur chaque filiale et participation dont la valeur nette excède 1% du capital de BPDS

1 Filiales (détenues à + de 50%)

BNP Paribas Dealing Services Asia Ltd	HKD	15 000	192	10 797	100,00%
---------------------------------------	-----	--------	-----	--------	---------

II - Renseignements globaux concernant toutes les filiales et participations

en milliers d'euros	Filiales		Participations	
	Françaises	Etrangères	Françaises	Etrangères
Valeur Comptable des titres détenus				
- Valeur brute	0	3 912	0	0
- Valeur Nette	0	2 092	0	0
Montants des prêts et avances accordés	0	0	0	0
Montant des emprunts	0	0	0	0
Montants des cautions et avais donnés	0	0	0	0
Montants des dividendes encaissés	0	309	0	0

Certified as a correct
translation of the original

Permanent Representative

BNP PARIBAS DEALING SERVICES

**Statutory Auditors' report
on the financial statements**

For the year ended 31 December 2014


Jacques BOFFERDING



COMPANIES HOUSE

PricewaterhouseCoopers Audit
63 rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine

Mazars
61 rue Henn Regnault
92400 Courbevoie

**Statutory Auditors' report
on the financial statements**

For the year ended 31 December 2014

BNP Paribas Dealing Services
1 boulevard Haussmann
75009 Paris

To the shareholders

In compliance with the assignment entrusted to us by the Shareholders' General Meeting, we hereby report to you, for the year ended 31 December 2014, on

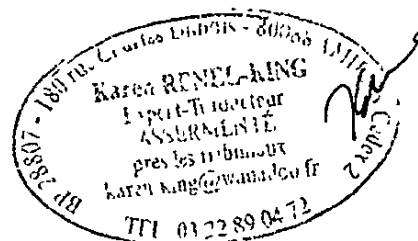
- the audit of the accompanying financial statements of BNP Paribas Dealing Services,
- the justification of our assessments,
- the specific verifications and information required by law

These financial statements have been approved by the Board of Directors. Our role is to express an opinion on these financial statements based on our audit.

I – Opinion on the financial statements

We conducted our audit in accordance with professional standards applicable in France. Those standards require that we plan and perform the audit to obtain reasonable assurance that the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, using sampling and other testing methods, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statements' presentation. We believe that our audit provides a reasonable basis for our opinion.

In our opinion, the financial statements give a true and fair view of the Company's financial position and its assets and liabilities as at 31 December 2014 and of the results of its operations for the year then ended in accordance with the accounting policies and principles applicable in France.



II – Justification of our assessments

In accordance with the requirements of Article L 823-9 of the French Commercial Code relating to the justification of our assessments, we draw your attention to the following matters

Valuation of affiliates

Affiliates are stated at value in use using a multi-criteria approach (notes 1 and 3c) In the course of our assessment of these estimates, we have examined the elements that have been used to determine the value in use

Provisions for employee benefits

Your Company records provisions to cover employee benefits (notes 1 and 3g) We have examined the methodology used to measure these liabilities as well as the main assumptions and parameters used

These assessments formed part of our audit of the financial statements taken as a whole and therefore contributed to the audit opinion expressed in the first section of this report

III – Specific verifications and information

We have also performed the specific verifications required by law in accordance with professional standards applicable in France

We have no comments to make on the fair presentation and the conformity with the financial statements of the information provided in the Board of Directors' management report and in the documents issued to the shareholders with respect to the Company's financial position and financial statements

Neuilly-sur-Seine and Courbevoie, 24 April 2015

The Statutory Auditors

PricewaterhouseCoopers Audit

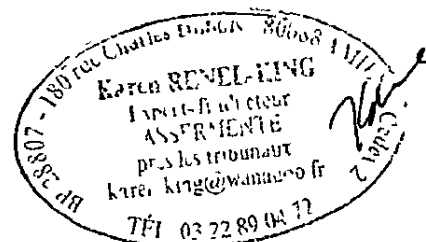
Mazars

[Signature]

[Signature]

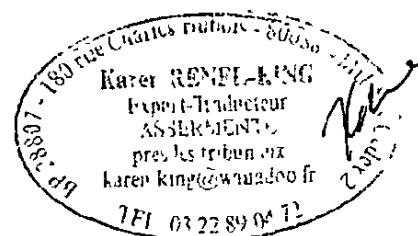
Didier Bénâtre

Virginie Chauvin



PROFIT AND LOSS ACCOUNT FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2014

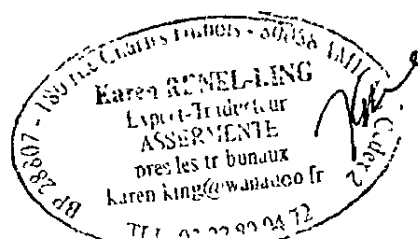
In thousands of euros, year ended 31 December	Notes	2014	2013
Interest income	2 a	143	131
Interest expense	2 a	(288)	(408)
Income on equities and other variable-income instruments		309	1,217
Commission (income)	2 b	30,980	43,258
Commission (expense)	2 b	(104)	(329)
Gains or losses on trading account securities	2 c	4,915	7,739
Gains or losses on securities available for sale		-	-
Other banking income		37	97
Other banking expense		-	(31)
NET BANKING INCOME		35,992	51,674
Salaries and employee benefit expenses	4 a	(14,719)	(12,802)
Other administrative expenses		(10,821)	(11,515)
Depreciation, amortisation and provisions on tangible and intangible assets		(1,932)	(2,615)
GROSS OPERATING INCOME		8,520	24,742
Cost of risk	2 d	3,829	-
OPERATING INCOME		12,349	24,742
Net gain (loss) on disposals of fixed assets	2 e	-	(1,597)
Net addition to regulated provisions		-	-
INCOME BEFORE TAX		12,349	23,145
Non-recurring items		-	-
Corporate income tax	2 f	(3,859)	(7,579)
NET INCOME		8,490	15,566



BALANCE SHEET AT 31 DECEMBER 2014

In thousands of euros, at 31 December	Notes	2014	2013
ASSETS			
Cash and amounts due from central banks and post office banks		-	-
Treasury bills and money-market instruments		-	-
Due from credit institutions	3 a	180,443	179,508
Customer items		-	-
Bonds and other fixed-income securities		-	-
Equities and other variable-income securities		-	-
Participating interests and equity securities held for long-term investment		-	-
Affiliates	3 c	2,092	8,322
Leasing receivables		-	-
Intangible assets	3 f	16,046	20,894
Tangible assets	3 f	12	30
Treasury shares		-	-
Other assets	3 d	10,544	10,337
Accrued income	3 e	16,924	27,654
TOTAL ASSETS		226,061	246,745
LIABILITIES			
Due to central banks and post office banks		-	-
Due to credit institutions	3 a	22,694	29,282
Customer items	3 b	10	10
Debt securities		-	-
Other liabilities	3 d	150,388	152,045
Accrued expenses	3 e	4,025	10,139
Provisions for contingencies and charges	3 g	762	649
Subordinated debt		-	-
TOTAL LIABILITIES		177,879	192,126
SHAREHOLDERS' EQUITY			
	5 b		
Share capital		26,800	26,800
Additional paid-in capital		10,200	10,200
Retained earnings		2,692	2,053
Net income		8,490	15,566
TOTAL SHAREHOLDERS' EQUITY		48,182	54,619
TOTAL LIABILITIES AND SHAREHOLDERS' EQUITY		226,061	246,745

OFF-BALANCE SHEET ITEMS	Notes	2014	2013
COMMITMENTS GIVEN			
Financing commitments		-	-
Guarantee commitments		-	-
Commitments on securities		-	-
COMMITMENTS RECEIVED			
Financing commitments		-	-
Guarantee commitments		-	-
Commitments on securities		-	-



1. SUMMARY OF ACCOUNTING POLICIES APPLIED BY BNP PARIBAS DEALING SERVICES

BNP Paribas Dealing Services' financial statements have been prepared in accordance with the general accounting principles applicable to credit institutions in France.

Amounts due from credit institutions and customers

Amounts due from credit institutions include all loans, including subordinated loans, made in connection with banking transactions with credit institutions, with the exception of debt securities. They also include assets purchased under resale agreements, regardless of the type of assets concerned, and receivables corresponding to securities sold under collateralised repurchase agreements. They are broken down between demand loans and deposits and term loans and time deposits

Amounts due from customers include loans to customers other than credit institutions, with the exception of loans represented by debt securities, assets of all types purchased under resale agreements and receivables corresponding to securities sold under collateralised repurchase agreements. They are broken down between commercial loans, overdrafts and other loans

Amounts due from credit institutions and customers are stated on the balance sheet at nominal value plus accrued interest.

Loans are regarded as doubtful where the bank considers that there is a risk of borrowers being unable to honour all or part of their commitments. Loans with amounts overdue for more than three months, more than six months in the case of property loans, and more than six months in the case of loans to local authorities, as well as loans for which legal proceedings have been instituted, are regarded as doubtful. When a loan is classified as doubtful, all other loans and commitments to the debtor are automatically assigned the same classification

Securities

The term "securities" covers interbank market securities, Treasury bills and other negotiable debt securities, bonds and other fixed-income securities (both fixed- and floating-rate), and equities and other variable-income securities

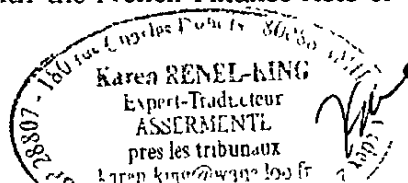
Securities are classified as "Trading account securities," "Securities available for sale," "Equity securities available for sale in the medium term," "Debt securities held to maturity," "Equity securities held for long-term investment," "Participating interests" and "Affiliates."

In the event of a specific credit risk, fixed-income securities held in the "available-for-sale" or "held-to-maturity" portfolio are classified as doubtful, based on the same criteria as those applied to doubtful loans and commitments.

When securities exposed to counterparty risk are classified as doubtful and the related provision can be separately identified, the corresponding charge is included in "Cost of risk"

Fixed assets

Buildings and equipment are stated at acquisition cost or at the revalued cost in the case of those assets that were revalued in accordance with the French Finance Acts of 1977 and



[Logo BNP PARIBAS DEALING SERVICES]

1978 Revaluation differences on non-depreciable assets, recorded at the time of these statutory revaluations, are included in share capital

Fixed assets are initially recognised at purchase price plus directly attributable costs, together with borrowing costs incurred where a long period of construction or adaptation is required before the asset can be brought into service

Software developed internally by BNP Paribas Dealing Services that fulfils the criteria for capitalisation is capitalised at direct development cost, which includes external costs and the labour costs of employees directly attributable to the project

Subsequent to initial recognition, fixed assets are stated at cost less accumulated depreciation or amortisation and any impairment losses

Fixed assets are depreciated or amortised using the straight-line method over the estimated useful life of the asset. Depreciation and amortisation expense is recognised in the profit and loss account under "Depreciation, amortisation and provisions on tangible and intangible assets"

The portion of recognised depreciation or amortisation that exceeds the normal economic depreciation or amortisation, mainly calculated on a straight-line basis, is recorded on the balance sheet as a liability, under "Regulatory provisions: accelerated depreciation and amortisation". BNP Paribas Dealing Services does not calculate the tax effects of accelerated depreciation and amortisation

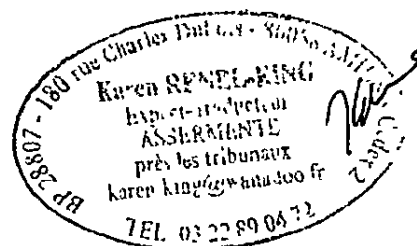
Software – infrastructure development – is amortised over a five-year period for fixed assets valued at more than €300,000, with effect from the date they are brought into production.

IT hardware is depreciated on a straight-line basis over a three-year period, with effect from the installation date

Depreciable fixed assets are tested for impairment if there is an indication of potential impairment at the balance sheet date. Non-depreciable assets are systematically tested for impairment at least annually

If there is an indication of impairment, the new recoverable amount of the asset is compared with the carrying amount. If the asset is found to be impaired, an impairment loss is recognised in the profit and loss account. This loss is reversed in the event of a change in the estimated recoverable amount or if there is no longer an indication of impairment. Impairment losses are taken to the profit and loss account in "Depreciation, amortisation, and provisions on tangible and intangible assets."

Gains and losses on disposals of fixed assets used in operations are recognised in the profit and loss account in "Net gain (loss) on disposals of fixed assets."



Amounts due to credit institutions and customers

Amounts due to credit institutions are classified into demand accounts and time deposits and borrowings. Customer deposits are classified into regulated savings accounts and other customer deposits. These captions include securities and other assets sold under repurchase agreements. Accrued interest on these amounts is recognised in a separate line on the balance sheet.

Provisions for items not related to banking transactions

BNP Paribas Dealing Services recognises provisions to cover contingencies and charges for which the purpose can be clearly and precisely determined but the amount and term of which cannot be accurately determined. In accordance with current legislation, these provisions for items not related to banking transactions may be recorded only if the Bank has an obligation to a third party at the year end, there is a high probability of an outflow of resources to the third party, and no equivalent economic benefits are expected in return from the third party.

Cost of risk

The "Cost of risk" line item includes expenses arising from the identification of counterparty risks, litigation or fraud inherent to banking transactions conducted with third parties. Net movements in provisions that do not relate to such risks are classified within the profit and loss account heading appropriate to their type.

Forward financial instruments

Forward financial instruments are purchased on various markets for use as specific or general hedges of assets and liabilities, or for trading purposes.

The Bank's commitments related to these instruments are recognised off-balance sheet at nominal value. The accounting treatment of these instruments depends on the corresponding investment strategy.

> Derivatives held for hedging purposes

Income and expenses related to forward derivatives held for hedging purposes and designated at the outset to one instrument or a group of homogeneous instruments are recognised in income symmetrically with the income and expenses on the underlying instrument, and under the same heading.

Income and expenses related to forward financial instruments used to hedge and manage overall interest rate risk are recognised in income on a pro rata basis.

> Derivatives held for trading purposes

Derivatives held for trading purposes can be traded on organised markets or over-the-counter.

Derivatives held within a trading book are valued at market value on the balance sheet date. The corresponding gains and losses (realised and unrealised) are recognised in income under "Gains or losses on trading account securities".

up 28807-180 rue Charles Pothier 92000 Nanterre
Karen BERNIERE
Expert-Traducteur
ASSURANCE
pres les tribunaux
karen.kiog@wanadoo.fr
2008

The market value is determined on the basis of

- the listed price, if one is available;
- a valuation method using recognised financial models and theories with parameters calculated from traded prices observed on active markets, or from statistical or other quantitative methods.

In all cases, BNP Paribas Dealing Services makes conservative value adjustments to account for modelling, counterparty and liquidity risks.

Some complex derivatives, which are typically custom-made from combined instruments and highly illiquid, are valued using models in which certain parameters are not observable on an active market

For operations initiated since 1 January 2005, the Bank has recognised gains from trading these complex derivatives in income over the period during which the valuation parameters are expected to be unobservable. If, during this period, the parameters do become observable or a justifiable valuation can be obtained by comparison with recent, similar transactions on an active market, the remaining unrecognised gains are recognised directly in income

➤ **Other derivative transactions**

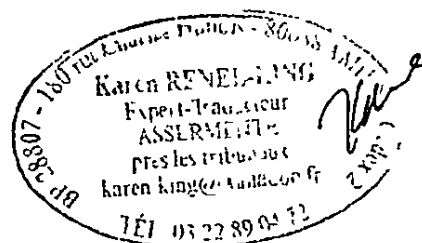
Gains and losses on over-the-counter contracts representing isolated open positions are recognised in income when the contracts are settled or on a pro rata basis, depending on the nature of the instruments. A provision for unrealised losses is recognised for each group of homogeneous contracts.

Corporate income tax

A charge for corporate income tax is recognised in the period in which the related taxable income and expenses are booked, regardless of the period in which the tax is actually paid. When the period in which income and expenses are recognised in the accounting profit does not coincide with the period during which they are taxable, or deductible for tax purposes, BNP Paribas Dealing Services recognises deferred taxes for all temporary differences between the book value of assets and liabilities and their tax bases according to the liability method. Recognition of deferred tax assets depends on the probability of recovery.

Employee profit-sharing

As required by French law, BNP Paribas Dealing Services provides for employee profit-sharing in the year in which the profit arises and reports the provision under "Salaries and employee benefit expenses" in the profit and loss account.



Employee benefits

BNP Paribas Dealing Services employees receive the following four types of benefits

- termination benefits, payable primarily in the case of plans for the early termination of an employment contract,
- short-term benefits such as salary, annual leave, incentive plans, profit-sharing and additional payments,
- long-term benefits, including compensated absences (annual leave savings accounts), long-service awards, and other types of cash-based deferred compensation,
- post-employment benefits, including top-up banking industry pensions in France paid by the BNP Paribas Dealing Services pension funds, and other retirement benefits.

Termination benefits

Termination benefits are employee benefits payable as a result of a decision by BNP Paribas Dealing Services to terminate a contract of employment before the legal retirement age or a decision by an employee to accept voluntary redundancy in exchange for a benefit. Termination benefits falling due more than 12 months after the closing date are discounted.

Short-term benefits

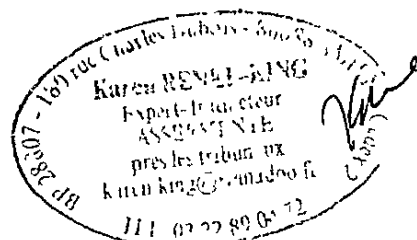
BNP Paribas Dealing Services recognises an expense when it has used services rendered by employees in exchange for employee benefits.

Long-term benefits

Long-term benefits are benefits (other than post-employment benefits and termination benefits) that do not fall wholly due within the 12 months after the end of the period in which the employees render the associated services. The actuarial techniques used are similar to those used for defined-benefit post-employment benefits, except that actuarial gains and losses are recognised immediately as is the effect of any plan amendments.

This relates in particular to cash compensation deferred for more than 12 months, which is accrued in the financial statements for the periods during which the employee provides the corresponding services. If the payment of such deferred variable compensation is subject to the employee's continued presence on the vesting date, the services are presumed to have been rendered during the vesting period and the corresponding compensation expense is recognised on a pro rata basis over that period. The expense is recognised in "Salaries and employee benefit expenses" with a corresponding liability on the balance sheet. It is revised to take account of any non-fulfilment of the continued presence or performance conditions and, for deferred remuneration linked to the BNP Paribas share price, the change in said share price.

If there is no continued presence condition, the expense is not deferred but recognised immediately with a corresponding liability on the balance sheet, which is then revised on each reporting date until settlement to take account of any performance conditions and, for deferred remuneration linked to the BNP Paribas share price, the change in said share price.



Post-employment benefits

The post-employment benefits provided to BNP Paribas Dealing Services employees in France include both defined contribution plans and defined benefit plans

Defined contribution plans, such as *Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse* and supplementary national and trade union schemes that pay pensions to former BNP Paribas Dealing Services employees in France, do not give rise to an obligation for BNP Paribas Dealing Services and consequently do not require a provision. The amount of employer's contributions payable during the period is recognised as an expense.

Only plans classified as defined benefit plans, i.e. in particular the top-up pensions paid by the BNP Paribas SA pension funds and the retirement bonuses, represent a commitment of the Company that must be measured and the appropriate provision recognised

The classification of plans into these two categories is based on the economic substance of the plan, which is reviewed to determine whether BNP Paribas SA has a legal or constructive obligation to pay the agreed benefits to employees

Post-employment benefits under defined benefit plans are measured using actuarial techniques that take account of demographic and financial assumptions. The amount of the obligation recognised as a liability is measured on the basis of the actuarial assumptions applied by BNP Paribas Dealing Services, using the projected unit credit method. This method takes account of various parameters such as demographic assumptions, the probability that employees will leave before retirement age, salary inflation, a discount rate, and the general inflation rate, and these parameters take account of the conditions specific to the country in which the Company operates. The value of any plan assets is deducted from the amount of the obligation. When the amount of the plan assets exceeds the value of the obligation, an asset is recognised only if it represents a future economic benefit in the form of a saving of future contributions or an expected reimbursement of a part of the amounts paid to the plan

The amount of the obligation under a plan, and the value of the plan assets, may show significant fluctuations from one period to the next due to changes in actuarial assumptions, thereby giving rise to actuarial gains and losses. As from 1 January 2013, BNP Paribas SA has applied French accounting standards authority (*Autonté des Normes Comptables - ANC*) Recommendation no 2013-02 of 7 November 2013 on the measurement and recognition rules for retirement and similar benefit obligations. Therefore, actuarial gains and losses and the results of the asset cap are now recognised in full in profit or loss; the expected return on investments is determined using the discount rate of commitments

Recognition of revenue and expenses

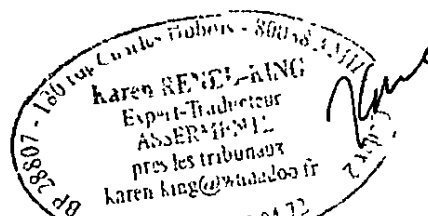
Interest, and fees and commissions qualified as interest, are recognised on an accruals basis

Fees and commissions not qualified as interest that relate to the provision of services are recognised when the service is performed or on a pro rata basis over the period during which the service is provided if such period straddles more than one financial year

Foreign currency transactions

Foreign exchange positions are generally valued at the official year-end exchange rate. Exchange gains and losses on transactions in foreign currency carried out in the normal course of business are recorded in the profit and loss account

Exchange differences arising from the translation of assets held on a long-term basis, including equity securities held for long-term investment, the capital made available to branches, and other foreign equity investments, which are denominated in foreign currencies and financed in euros, are recognised as translation adjustments for the balance sheet line items recording the assets

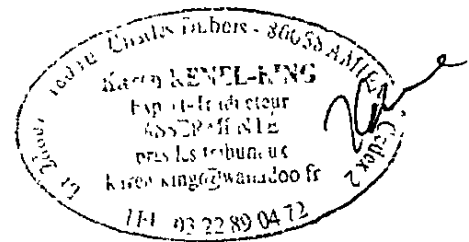


[Logo BNP PARIBAS DEALING SERVICES]

Exchange differences arising from the translation of assets held on a long-term basis, including equity securities held for long-term investment, the capital made available to branches, and other foreign equity investments, which are denominated and financed in foreign currencies, are treated, for accounting purposes, in the same way as translation differences arising in respect of the corresponding financing.

Group tax election

BNP Paribas Dealing Services forms part of the French tax group headed by BNP Paribas



2. NOTES TO THE PROFIT AND LOSS ACCOUNT FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2014

2a. NET INTEREST INCOME

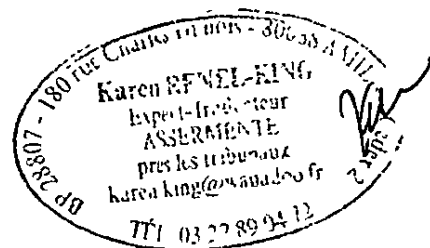
BNP Paribas Dealing Services includes in "Interest income" and "Interest expense" all income and expenses from financial instruments measured at amortised cost and from financial instruments measured at fair value that do not meet the definition of a derivative instrument. The change in fair value on financial instruments at fair value through profit or loss (excluding accrued interest) is recognised in "Gains or losses on trading account securities"

Interest income and expenses on derivatives accounted for as hedges are included with the revenues generated by the hedged items

In thousands of euros	2014		2013	
	Income	Expense	Income	Expense
Credit institutions	143	(288)	60	(407)
Demand accounts, loans and borrowings	51	(288)	33	(407)
Securities given and received under repurchase agreements	92	-	27	-
Customer items	-	-	71	(1)
Demand accounts, loans and term accounts	-	-	71	(1)
Securities given and received under repurchase agreements	-	-	-	-
Total interest income and expense	143	(288)	131	(408)

2b. COMMISSIONS

In thousands of euros	2014		2013	
	Income	Expense	Income	Expense
Commissions on banking and financing transactions	-	(58)	-	(188)
Commissions on financial services	30,980	(46)	43,258	(141)
Total commission income and expense	30,980	(104)	43,258	(329)



2c. GAINS OR LOSSES ON SECURITIES AVAILABLE FOR SALE

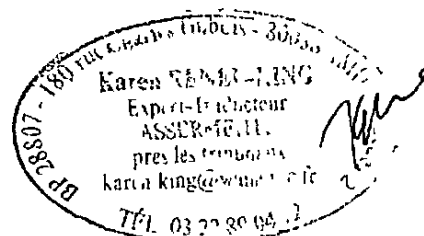
In millions of euros	2014	2013
Gains or losses on transactions in financial instruments	5,082	7,941
Gains or losses on foreign exchange transactions	(167)	(202)
Gains or losses on trading account securities	4,915	7,739

2d. COST OF RISK

In thousands of euros	2014	2013
Balance at 1 January	4,861	4,861
Net (charges) reversals for the year	(3,829)	-
Effect of exchange rate movements and other items	98	-
Provisions for doubtful loans	1,130	4,861
In thousands of euros	2014	2013
Provisions deducted from assets	1,130	4,861
Related to amounts due from credit institutions	1,130	4,861
Provisions for doubtful loans	1,130	4,861

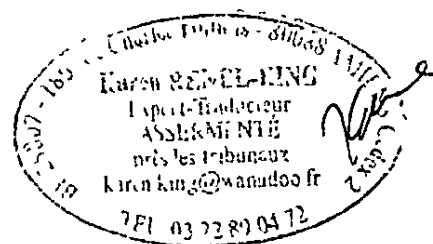
2e. NET GAIN (LOSS) ON DISPOSALS OF FIXED ASSETS

In thousands of euros	2014		2013	
	Income	Expense	Income	Expense
Affiliates	-	-	-	(1,597)
Provisions	-	-	-	(1,597)
Total	-	-	-	(1,597)
Net loss on disposals of fixed assets	-	-	-	(1,597)



2f. CORPORATE INCOME TAX

In thousands of euros	2014	2013
Current tax expense	(3,881)	(7,522)
Deferred tax asset (expense)	22	(57)
Total corporate income tax expense	(3,859)	(7,579)

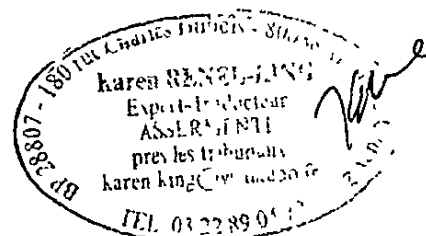


3. NOTES TO THE BALANCE SHEET AT 31 DECEMBER 2014

3a. AMOUNTS DUE FROM AND TO CREDIT INSTITUTIONS

In thousands of euros	2014	2013
Loans and receivables	60,707	29,279
Demand accounts	60,707	26,764
Term accounts and loans	-	2,515
Assets and securities purchased under resale agreements	119,736	150,229
Loans and receivables due from credit institutions	180,443	179,508

In thousands of euros	2014	2013
Deposits and borrowings	22,694	29,282
Demand deposits	-	-
Term accounts and borrowings	22,694	29,282
Due to credit institutions	22,694	29,282
<i>Of which, accrued interest</i>	<i>5</i>	<i>141</i>



3b. CUSTOMER ITEMS

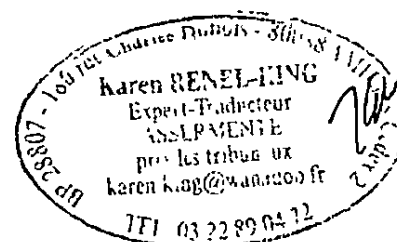
In thousands of euros	2014	2013
Deposits	10	10
Demand deposits	10	10
Customer items - liabilities	10	10

3c. SECURITIES HELD

In thousands of euros	2014		2013	
	Net carrying amount	Market value	Net carrying amount	Market value
Affiliates	2,092	2,092	8,322	8,322
<i>Of which, provisions</i>	<i>(1,820)</i>	<i>(1,820)</i>	<i>(1,597)</i>	<i>(1,597)</i>
Affiliates	2,092	2,092	8,322	8,322

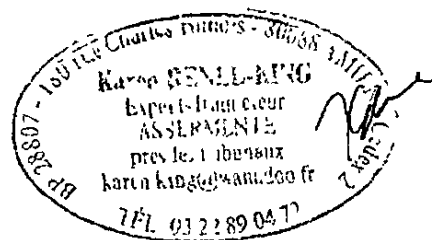
Changes during the year in Securities available for sale, Equity securities held for long-term investment and Affiliates are presented below

In thousands of euros	Gross value					Provisions				Net value	
	01/01/2014	Acquisitions	Dispositions and transfers	Transfers in	31/12/2014	01/01/2014	Acquisitions	Dispositions	Transfers in	31/12/2014	31/12/2013
Debt securities held to maturity											
Participating interests and equity securities held for long-term investment											
Affiliates	9 919	-	-	8 613	806	3 912	1 598	222	1 820	2,092	8 322
Financial assets	9 919			8 613	806	3 912	1 598	222	1 820	2,092	8 322



3d. OTHER ASSETS AND LIABILITIES

In thousands of euros	2014	2013
Deferred tax assets	151	130
Miscellaneous assets	10,393	10,207
Total other assets	10,544	10,337
Liabilities related to options sold	1,759	6,386
Miscellaneous liabilities	148,629	145,659
Total other liabilities	150,388	152,045

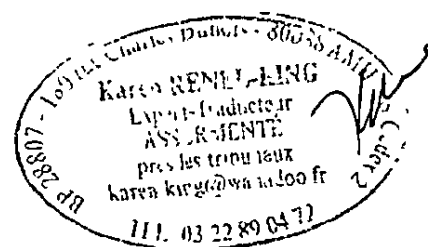


3e. ACCRUED INCOME AND EXPENSES AND OTHER ADJUSTMENTS

In thousands of euros	2014	2013
Remeasurement of currency instruments and derivatives	8,721	13,410
Accrued income	7,926	11,271
Other accrued income	277	2,972
Total accrued income	16,924	27,654
Remeasurement of currency instruments and derivatives	568	348
Accrued expenses	2,475	4,722
Other accrued expenses	982	5,069
Total accrued expenses	4,025	10,139

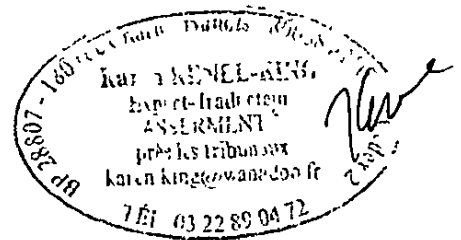
3f. OPERATING ASSETS

In thousands of euros	2014			2013
	Gross value	Dep., amort. and provisions	Carrying amount	Carrying amount
Software	8,241	(6,914)	1,327	2,651
Other intangible assets	16,354	(1,635)	14,719	18,242
Total intangible assets	24,595	(8,549)	16,046	20,894
Equipment, furniture and fixtures	326	(314)	12	30
Total tangible assets	326	(314)	12	30



3g. PROVISIONS

In thousands of euros	2013	Allocations	Reversals	Other movements	2014
Provisions for employee benefit obligations	649	239	(126)	-	762
Provisions	649	239	(126)	-	762



4. SALARIES AND EMPLOYEE BENEFITS

4a. SALARIES AND EMPLOYEE BENEFIT EXPENSES

In thousands of euros	2014	2013
Salaries	(8,555)	(8,336)
Tax and social security charges	(5,726)	(4,069)
Employee profit-sharing and incentive schemes	(438)	(397)
Total salaries and employee benefit expenses	(14,719)	(12,802)

The breakdown of BNP Paribas Dealing Services employees is as follows.

At 31 December	2014	2013
Executives	55	57
Non-executives	4	4
Total headcount for BNP Paribas Dealing Services	59	61



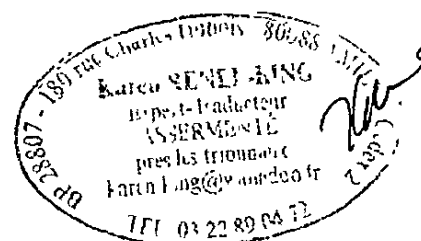
5. ADDITIONAL INFORMATION

5a. CHANGES IN SHARE CAPITAL AND EARNINGS PER SHARE

	2014			2013		
	Number of shares	Par value in euros	Amount	Number of shares	Par value in euros	Amount
Opening balance	2 680 000	10	26 800 000	2 680 000	10	26 800 000
Closing balance	2 680 000	10	26 800 000	2 680 000	10	26 800 000
Earnings per share			3.17			5.81

5b. CHANGES IN SHAREHOLDERS' EQUITY

In thousands of euros	Share capital	Additional paid in capital	Retained earnings and net income for the period	Total shareholders' equity
Shareholders' equity at 31 December 2012	20,000	0	14,661	34,661
Dividend paid in respect of 2012			(12,660)	(12,660)
Capital increase	6,800	10,200		17,000
Other changes (IAS 19R convergence)			52	52
Net income for 2013			15,566	15,566
Shareholders' equity at 31 December 2013	26,800	10,200	17,619	54,619
Dividend paid in respect of 2013			(14,927)	(14,927)
Net income for 2014			8,490	8,490
Shareholders' equity at 31 December 2014	26,800	10,200	11,182	48,182



5c. NOTIONAL AMOUNT OF FINANCIAL INSTRUMENTS

The notional amounts of derivative instruments are merely an indication of the volume of BNP Paribas Dealing Services' activities in financial instruments markets and do not reflect the market risks associated with such instruments.

- Trading portfolio:

In thousands of euros	2014	2013
Interest rate derivatives	173,000	404,000
Equity derivatives	9,508,776	11,554,538
Total over-the-counter forward financial instruments in the trading portfolio	9,681,776	11,958,538

5d. MATURITY ANALYSIS OF SOURCES AND USES OF FUNDS

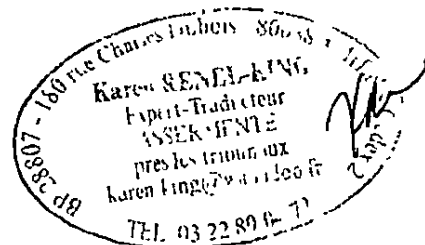
In thousands of euros	Demand and overnight transactions	Remaining term				Provisions	Total
		Up to 3 months	3 months to 1 year	1 to 5 years	More than 5 years		
USES OF FUNDS							
Due from credit institutions	1,130	180,443	-	-	-	(1,130)	180,443
SOURCES OF FUNDS							
Due to credit institutions	5	-	22 689	-	-	-	22,694
Customer items	-	10	-	-	-	-	10

5e. OFF-BALANCE SHEET ITEMS**Assets pledged as collateral in respect of own commitments or third-party**

commitments: At 31 December 2014, BNP Paribas Dealing Services recorded an amount of €519 thousand of securities as reusable collateral.

Assets received as collateral: none.

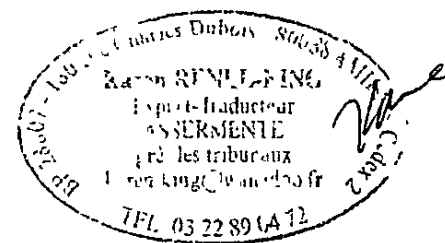
Commitments given in respect of affiliates: none



**Proposed appropriation of net income for the year ended
31 December 2014 in euros**

(in euros)	
Net income for the year	8,489,640 53
Retained earnings	11,977 42
TOTAL AVAILABLE FOR APPROPRIATION	19,467,217 95
Dividend	8,495,600.00
Retained earnings	6,017.95
Total appropriated	8,501,617.95

The Board of Directors will recommend that the shareholders set the dividend at €3 17 per share, i.e. a total of €8,495,600
This amount would be paid on 12 May 2015



Main subsidiaries and participating interests of BNP Paribas Dealing Services

Main subsidiaries and participating interests of BPDS at 31/12/2014

Company	Ccy	Share capital	Reserves and retained earnings before income appropriation	Net income (profit or loss for the last financial year)	Capital held
		In thousands of the currency unit			%

I - Detailed information about subsidiaries and participating interests whose net value represents more than 1% of BPDS's share capital

I Subsidiaries (over 50%)

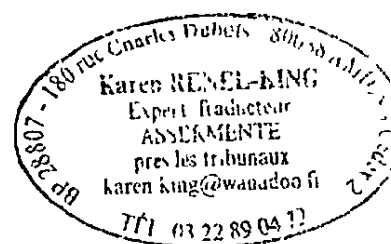
BNP Paribas Dealing

Services Asia Ltd HKD 15,000 192 10,797 100 00%

II - Global information about all subsidiaries and participating interests

In thousands of euros	Subsidiaries		Participating interests	
	French	Foreign	French	Foreign
Book value of shares				
- Gross value	0	3,912	0	0
- Net value	0	2,092	0	0
Loans and advances given	0	0	0	0
Borrowings	0	0	0	0
Guarantees given	0	0	0	0
Dividends received	0	309	0	0

TRANSLATED BY SWORN TRANSLATOR WITH
COURT OF APPEAL OF AMIENS, FRANCE
CERTIFIED TRUE TO THE ORIGINAL
N° 796
2615/15



Je soussignée, Karen RENEL-MING,
Traductrice Expert près la Cour d'Appel
d'Amiens certifie que la traduction qui
précède est conforme à l'original
libellé en langue *française*
Vise le directeur sous le n° 796
Paris *Amiens* le 26/5/15
(Décret n° 53914 Art. 8 du 26/9/1953)

[Signature]

FC 31114 40/830154
OS AA01

Statement of details of parent law and other
information for an overseas company



Companies House

☒ **What this form is for**
You may use this form to
accompany your accounts
disclosed under parent law

☒ **What this form is NOT for**
You cannot use this form for
an alteration of manner of
with accounting requirements

Part 1 Corporate company name

Corporate name of overseas company ① **BNP PARIBAS DEALING SERVICES**

UK establishment number **B R 0 1 6 1 7 9**

→ **Filling in this form**
Please complete in typescript or in
bold black capitals

All fields are mandatory unless
specified or indicated by *

① This is the name of the company in
its home state

**Part 2 Statement of details of parent law and other
information for an overseas company**

A1 Legislation

Please give the legislation under which the accounts have been prepared and,
if applicable, the legislation under which the accounts have been audited

Legislation ② **Accounting principles applied to credit institutions in France**

② This means the relevant rules or
legislation which regulates the
preparation and, if applicable, the
audit of accounts

A2 Accounting principles

Accounts Have the accounts been prepared in accordance with a set of generally accepted
accounting principles?

Please tick the appropriate box

☐ **No** Go to **Section A3**

☒ **Yes** Please enter the name of the organisation or other
body which issued those principles below, and then go to **Section A3**

Name of organisation or body ③ **The Autorite des normes comptables (ANC)**

③ Please insert the name of the
appropriate accounting organisation
or body

A3 Accounts

Accounts Have the accounts been audited? Please tick the appropriate box

☐ **No** Go to **Section A5**

☒ **Yes** Go to **Section A4**

OS AA01

Statement of details of parent law and other information for an overseas company

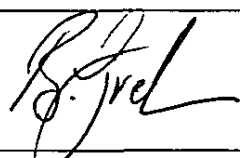
A4 Audited accounts

Audited accounts	Have the accounts been audited in accordance with a set of generally accepted auditing standards? Please tick the appropriate box ☐ No Go to Part 3 'Signature' ☒ Yes Please enter the name of the organisation or other body which issued those standards below, and then go to Part 3 'Signature'	Please insert the name of the appropriate accounting organisation or body
Name of organisation or body ①	Auditing principles are defined under the French commercial law	

A5 Unaudited accounts

Unaudited accounts	Is the company required to have its accounts audited? Please tick the appropriate box ☐ No ☐ Yes	
--------------------	---	--

Part 3 Signature

	I am signing this form on behalf of the overseas company	
Signature	Signature X  X	
	This form may be signed by Director, Secretary, Permanent representative BRUCE GRAHAM	

OS AA01

Statement of details of parent law and other information for an overseas company



Presenter information

You do not have to give any contact information, but if you do it will help Companies House if there is a query on the form. The contact information you give will be visible to searchers of the public record.

Contact name

Company name **BNP PARIBAS SECRETARIAL**

SERVICES LIMITED

Address **55 MOORGATE**

Post town **LONDON**

County/Region

Postcode **E C 2 R 6 P A**

Country **ENGLAND**

DX

Telephone



Checklist

We may return forms completed incorrectly or with information missing

Please make sure you have remembered the following

- ☐ The company name and, if appropriate, the registered number, match the information held on the public Register
- ☐ You have completed all sections of the form, if appropriate
- ☐ You have signed the form



Important information

Please note that all this information will appear on the public record



Where to send

You may return this form to any Companies House address

England and Wales

The Registrar of Companies, Companies House,
Crown Way, Cardiff, Wales, CF14 3UZ
DX 33050 Cardiff

Scotland

The Registrar of Companies, Companies House,
Fourth floor, Edinburgh Quay 2,
139 Fountainbridge, Edinburgh, Scotland, EH3 9FF
DX ED235 Edinburgh 1
or LP - 4 Edinburgh 2 (Legal Post)

Northern Ireland

The Registrar of Companies, Companies House,
Second Floor, The Linenhall, 32-38 Linenhall Street,
Belfast, Northern Ireland, BT2 8BG
DX 481 N R Belfast 1



Further information

For further information, please see the guidance notes on the website at www.companieshouse.gov.uk or email enquiries@companieshouse.gov.uk

This form is available in an alternative format. Please visit the forms page on the website at www.companieshouse.gov.uk